



Difficultés budgétaires : dans les associations, la crainte d'un « plan social invisible »

Difficultés budgétaires : dans les associations, la crainte d'un « plan social invisible »

Selon une enquête du Monde associatif, plus d'une association sur deux a des problèmes de trésorerie. Nombre d'entre elles pourraient réduire leurs effectifs salariés.

Marie-Pierre Lemarchand a vécu une année en apnée. En 2024, elle a tout tenté pour sauver le réseau Entreprendre au Féminin Bretagne, privé de la moitié de son budget en raison de l'arrêt d'une subvention. En vain. « L'association a été liquidée, il y a un mois, la totalité de l'effectif salarié a été licenciée », soupire l'ex-présidente. Une dizaine d'équivalents temps plein ont été supprimés. « Certaines de nos anciennes salariées sont en souffrance morale, elles se reconstruisent aujourd'hui », témoigne Marie-Pierre Lemarchand.

« Un plan social majeur se dessine »

Combien d'emplois sont ainsi supprimés dans le monde associatif breton ? Aucun indicateur ne permet de l'établir avec précision, mais la tendance inquiète. « Un plan social majeur se dessine, mais de manière invisible, car on parle d'emplois éparpillés, voire de bouts de temps partiels de-ci de-là », alerte Thierry Abaléa, président du **Mouvement associatif** de Bretagne. De rares cas sont médiatisés : la suppression de 61 postes au sein de l'association Don Bosco, à Landerneau (29), les 21 licenciements au sein de Parentel, à Brest, ou la liquidation d'Enjeux d'enfants, en Bretagne (cinq salariés licenciés), par exemple.

Le mouvement du Monde associatif, qui représente plus de la moitié des associations françaises, a dévoilé, ce jeudi, une enquête sur les difficultés financières des associations, déjà touchées par le déclin du bénévolat. Plus de 5 000 associations, partout en France, ont répondu. Plus d'une sur deux indique avoir régulièrement des problèmes de trésorerie. 45 % des subventions attribuées sont en baisse et les réserves avaient déjà fondu entre la covid et l'épisode inflationniste. L'impact sur l'emploi est immédiat : près d'une association employeuse sur cinq envisage de ne pas remplacer les départs définitifs ; 16 % pensent annuler ou reporter des recrutements ; 8 % prévoient des licenciements.

Burn-out et agendas qui se vident

Cette enquête confirme les conclusions d'une précédente étude menée par l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire : en novembre, elle estimait que l'austérité budgétaire menaçait 186 000 emplois en France, dont 12 000 en Bretagne. « Ces chiffres sont toujours d'actualité, il n'y a pas eu de changement pour l'économie sociale et solidaire dans le budget Bayrou », précise une porte-parole de l'Udes (Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire).

« Je n'ai que quatre mois de trésorerie, il suffit d'un petit retard pour que je ne puisse plus payer le loyer », décrit Gwenaëlle Le Roux, fondatrice de l'association BA2I, qui accompagne les parents d'enfants en situation de handicap dans le Morbihan. « Clairement, je suis en burn-out. J'en suis à me dire qu'il faudrait peut-être supprimer le local et ne faire que du télétravail pour maintenir l'emploi (1,7 équivalent temps plein) ! »



« Sur certains dispositifs, on a une baisse de 40 % des crédits alloués », témoigne Laurence Dabosville, directrice de l'Union française du film pour l'enfance et la jeunesse, à Saint-Brieuc. Elle est « inquiète à moyen terme » mais les trois postes au sein de son association sont maintenus (« car la région a maintenu son budget culture, sinon je serais en train de faire les cartons »). Des interventions sont supprimées : « Il y a des personnes dont l'agenda s'est vidé du jour au lendemain. Des artistes ne vont plus pouvoir faire leur intermittence et vont toucher le RSA... Cela fera des dépenses en plus pour les départements ! »

Hausse de prix, annulations...

Cette situation a, bien sûr des conséquences pour les usagers : près d'un tiers des associations interrogées par le **Mouvement associatif** ont indiqué diminuer leurs activités. 15 % d'entre elles augmentent la participation financière demandée. Thierry Abaléa le rappelle : « Ces difficultés de gestion, ce sont des gens qui ne pratiqueront plus leur activité, des festivals annulés, des enfants qui ne partiront pas en vacances ! »